

Copie anonyme - n°anonymat : 904446

	Code épreuve : 245	Nombre de pages : 8	Session : 2024
Épreuve de : ESH ESSEC / HEC.			
Consignes	<ul style="list-style-type: none">Remplir soigneusement l'en-tête de chaque feuille avant de commencer à composerRédiger avec un stylo non effaçable bleu ou noirNe rien écrire dans les marges (gauche et droite)Numérotter chaque page (cadre en bas à droite)Placer les feuilles A3 ouvertes, dans le même sens et dans l'ordre		

Pourquoi et comment évaluer les politiques publiques ?

Dans son ouvrage de 2009, H. Brashinger (A new index of perceived inflation) conceptualise son indice de l'inflation perçue des ménages et remarque que la perception de l'inflation a été surévaluée de 14,2% pour 32% des sondés pour l'année 2008, une information pré-cieuse qui témoigne de politiques publiques qui n'ont su satisfaire le bien-être des citoyens. De plus, dans ce cas, comment pourrait-on évaluer une politique publique qui répondrait à cet enjeu, et pour quelles raisons le ferait-on?

Ces politiques publiques, entendues comme un ensemble de mesures mise en place par des institutions étatiques, internationales (l'Union Européenne) ou à l'échelle des Etats eux-mêmes, sont conceptualisées et instaurées pour lutter, en corriger, et améliorer une défaillance économique ou sociale. Juger de l'efficacité d'une politique publique, c'est l'évaluer ex-nihilo (par des données statistiques et chiffrées) pour corriger des politiques qui permettent de corriger les défauts des précédentes politiques. Évaluer une politique publique, c'est

ainsi s'assurer qu'elle sera capable d'améliorer et dynamiser une économie. Dans ce cas, il faut s'assurer ex ante qu'une politique publique puisse améliorer effectivement une défaillance, tout en restant affiliée à des enjeux de société actuels. Ainsi, il sera question de s'intéroger dans quelles mesures pourrait-on évaluer les politiques publiques et, le cas échéant, comment pourrait-on y parvenir. Si l'il semble nécessaire d'évaluer les politiques publiques par en corriger les éventuels défaillants (1), elles ont également pour objectif d'améliorer les fondements fondamentaux d'une économie (II). En clair, évaluer une politique publique, c'est assurer que celle-ci aille de pair avec des enjeux de société actuels (III).

*

*

*

Les politiques publiques doivent être évaluées car certaines de ces politiques n'ont pas fonctionnées et n'ont pas eu les effets escomptés (A), une évaluation ex-nihilo et ex ante doit donc alors permettre de les corriger (B).

Les politiques publiques Il semblerait de prime abord que les politiques publiques doivent être évaluées, ne serait-ce que parce qu'il semble important de comprendre si elles ont permis quelque chose qu'il semble important de comprendre si elles ont permis de réduire les défaillances pour lesquelles elles ont été utilisées. En effet, certaines politiques n'ont tout simplement pas fonctionnées, notamment la politique du premier ministre

- lorsque Winston Churchill peu de temps après la mise en place de l'Or Gold Exchange Standard (Système d'établissement de change d'or, conférence de Genève, 1922). En utilisant des outils statistiques comme le taux de change sur le livre, il a évalué que sa monnaie politique sur le livre forte avait été magistrallement efficace, s'imposant comme une monnaie de référence. Or, les systèmes monétaires internationaux ont changé, et l'efficacité du livre a diminué entre temps à l'échelle mondiale, ce qui a notamment conduit à des critiques sur la mauvaise évaluation de la politique (John Maynard Keynes, les Conséquences économiques de Mr Churchill). Ainsi, certaines politiques publiques pourraient ne pas réaliser les eff objectifs escomptés, ce qui amène à reconsidérer l'évaluation de la politique publique. La stratégie de Lisbonne (2000-2010) avait par objectif d'atteindre un niveau d'emploi de 65 %. Au cours de la décennie, la politique publique (sur l'emploi) a été évaluée par s'assurer que l'obj. notamment si: le taux d'emploi augmentait ou non (la Stratégie européenne pour l'emploi a notamment accompagné cette dynamique). Or, il s'est avéré en 2010 que l'objectif n'était pas atteint (62,5 %), obtenant lieu d'une nouvelle politique publique. La stratégie Europe 2020, par "réévaluer" cet objectif à un taux plus raisonnable.

Ainsi, il est nécessaire d'évaluer les politiques publiques car cela permet si: une politique fonctionne effectivement, si elle répond aux enjeux attendus et si elle doit être aménagée ou subir des modifications au changements. Ce fut notamment le cas pour la Politique Agricole Commune, une politique publique à l'échelle européenne pour aider les agriculteurs européens. Dans ce cas,

le fait d'évaluer la politique rentrait à savoir si elle fonctionne effectivement et si elle est acceptée par tous. Elle débute avec des fonds alloués aux agriculteurs pour l'abstention en somme) par leur permettre d'améliorer leurs exploitations et ainsi rivaliser avec la concurrence extra-européenne. Or, cette politique fut critiquée car elle encourageait une productivisme qui n'allait pas avec les objectifs environnementaux. La politique a ainsi été réévaluée, ce qui a donné lieu aux réformes MacSharry de 1982 qui instituaient des subventions seulement par rapport aux nombres d'hectares éligibles.

Grâce à ces outils statistiques et des données antérieures, les politiques publiques sont évaluées par ce moyen les deux autres failles. Toutefois, il serait également question de rendre l'évaluation d'une politique publique pour permettre d'améliorer les fondements de l'économie bénéfiquement.

* * *

Il est nécessaire d'évaluer les politiques publiques au regard de leurs capacités à être utiles en cas de choc (A), tout en jouissant d'un nouveau souffle à l'économie (B).

Dans ce cas, on parle d'évaluation d'une politique publique par rapport à ~~la sécurité~~ la création (c'est-à-dire qu'elle a été évaluée, soit réévaluée, par rapport à des objectifs précis). On évalue ainsi la politique publique grâce à des règles, permettant d'améliorer l'économie en lui donnant un cadre. C'est notamment le cas pour le principe de stabilité et de

Copie anonyme - n°anonymat : 904446

Emplacement
QR Code

Code épreuve : 245

Nombre de pages : 8

Session : 2024

Épreuve de : ESH ESSEC / HEC

Consignes

- Remplir soigneusement l'en-tête de chaque feuille avant de commencer à composer
- Rédiger avec un stylo non effaçable bleu ou noir
- Ne rien écrire dans les marges (gauche et droite)
- Numérotter chaque page (cadre en bas à droite)
- Placer les feuilles A3 ouvertes, dans le même sens et dans l'ordre

croissance (PSC) qui instaurait des règles budgétaires permettant de fixer un cadre d'action aux Etats européens (ce poste a été suspendu entre 2020 et 2024 par rapport à la crise sanitaire). Ainsi, l'évaluation d'une politique publique est nécessaire et car elle permet de construire une politique publique adéquate pour lutter contre un choc ; ~~une mauvaise évaluation~~ sans évaluation, la politique publique ne semble être efficace. Le plan d'action Next Generation EU (2020) a notamment permis de répondre au choc économique induit par la crise du covid-19, dégageant 700 milliards de dollars de fond pour relancer l'économie européenne (en ce sens, on parle ici de politique de croissance).

Toutefois, une politique publique n'est pas évaluée exclusivement pour des raisons conjoncturelles, elle a également un rôle pour agir sur les structures mêmes de l'économie : on parle alors de politique publique industrielle (Elie Cohen, la politique industrielle, 2001). L'objectif semble alors d'évaluer une politique qui amélioreraient la société elle-même, ce qui s'est notamment observé sur le projet "Abenomics" (2012-2020), une série de mesures instituées par le Shinzo Abe pour dynamiser l'économie japonaise (il

prévoyait notamment de renover les infrastructures (Shinkansen). Ainsi, évaluer une politique publique passe aussi notamment par un objectif de redynamiser une économie dans son ensemble et sur le long terme.

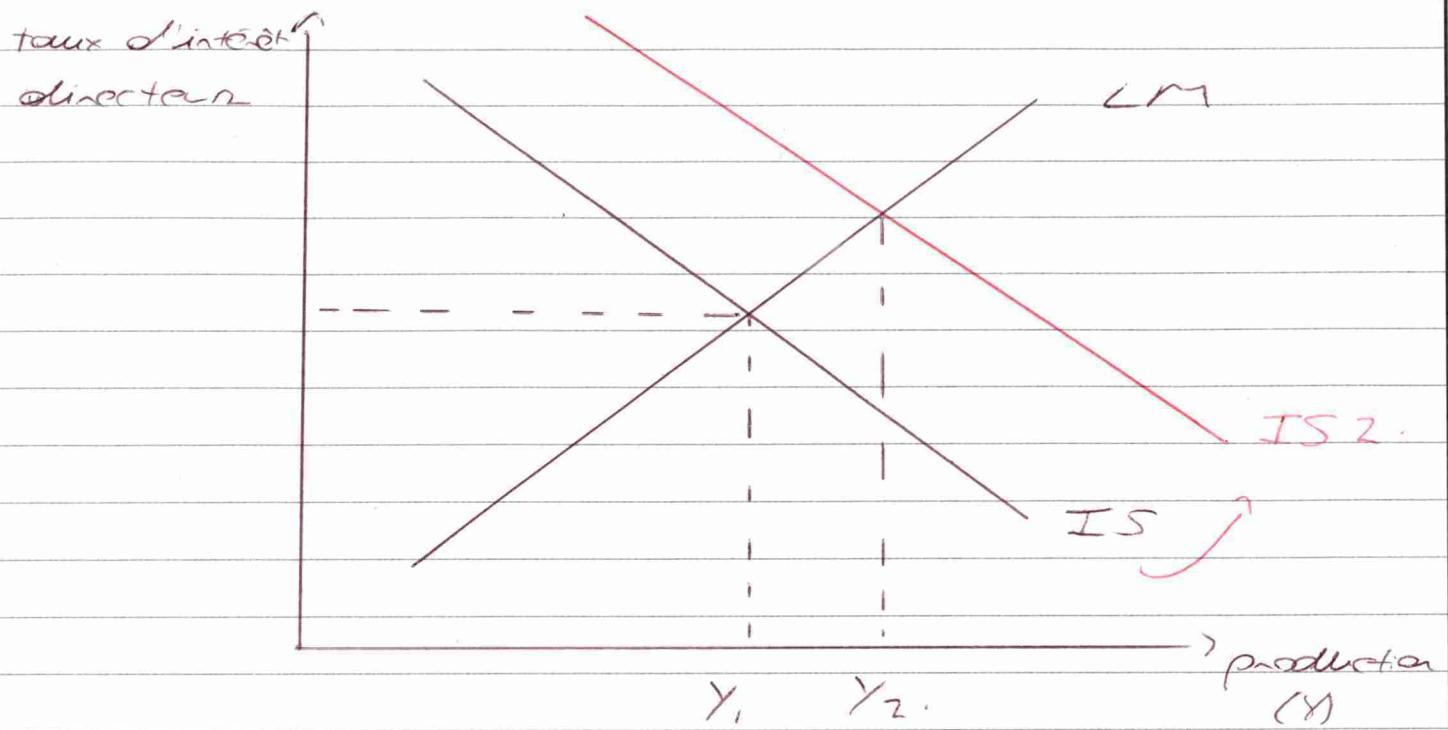
Ainsi, il est question d'évaluer une politique publique pour des raisons de sa capacité à subvenir à un choc tout en permettant de renforcer une économie.

* * *

Dès lors, il paraît question d'évaluer une politique publique ~~pour qu'elle~~ répondre à des attentes intéressantes à l'époque (A) et qu'elle réponde et profite aux plus grands nombreux (B).

Il faut évaluer une politique publique pour qu'elle puisse répondre à des objectifs de sortes actuels, en prenant en compte des modalités conjoncturelles. Ces modalités sont notamment environnementales, ce qui s'observe notamment par le Green New Deal (2019), instaurant un objectif de neutralité carbone en Europe d'ici 2030. La politique publique va également être évaluée de façon à ce qu'elle puisse répondre à des exigences économiques, notamment grâce à une politique publique budgétaire forte. Grâce au budget de l'Etat, une politique budgétaire va notamment être évaluée de façon à pouvoir améliorer la richesse d'une économie, ce qui améliore le niveau de vie des ménages.

Gare au modèle ISLM (J. Hicks, Mr Keynes et la théorie classique) : on peut juger de la efficacité d'une polit. que budgétaire expansionniste en change fixe :



Toutefois les effets d'une politique budgétaire expansionniste en change fixe
Ainsi, on remarque que la production a augmenté, signe qu'il est nécessaire d'avoir établi une polit. que publique avant de l'avoir mis en place.

Dès lors, il faudrait établir une politique publique pour construire une polit. que qui répond aux exigences du plus grand nombre. Cela se réfère notamment si une polit. que dite de redistribut. fait : on permettant des ~~distribut. bien~~ soutenir les plus ~~défavorisés~~ démunis aussi bien économiquement que socialement. On appelle cela une politique sociale (Mineille et Baum, théorie de la politique sociale). Il est nécessaire d'évaluer son efficacité ex-nihilo pour permettre d'orienter intelligemment les individus les plus tardés et contribuer à la satisfaction du plus grand nombre selon une vision utilitaire (John Stuart

III. L'Utilisation

*

*

*

Ainsi, il faudrait évaluer les politiques publiques car si une politique n'a pas fonctionné ou n'est plus efficace, il semble primordial de la corriger en instaurant de nouvelles mesures, efficaces et actuelles. Les évaluations antérieures sont alors ainsi permettre de créer une bonne évaluation d'une politique publique pour lui permettre de lutter contre un défaillance (un choc économique ou une défaillance du marché). Ainsi, évaluer une politique publique, c'est juger si elle peut répondre aux attentes inhérentes à une époque et à un contexte donné, qui valoriseraient des enjeux actuels et qui profiterait aux plus grands nombreux, mettant la nécessité d'évaluer une politique publique les politiques publiques.